



Syndicat
National
Unitaire

SAVOIE
des instituteurs, professeurs d'école et pegc

Chambéry, le 24 janvier 2014

Monsieur le Directeur Académique
des Services de l'Éducation Nationale
131 avenue de Lyon
73 000 Chambéry

Monsieur le Directeur Académique,

Des parents d'élèves savoyards ont reçu ces derniers jours le sms suivant :

« ATTENTION le 24 janvier 2014 journée de Retrait de nos enfants de l'Ecole. Le choix est simple soit on accepte la "théorie du genre" (ils vont enseigner à nos enfants qu'ils ne naissent pas fille ou garçon, mais qu'ils choisissent de le devenir !!! Sans parler de l'éducation sexuelle prévue en maternelle à la rentrée 2014 avec démonstration ...), soit on défend l'avenir de nos enfants. Nos enfants n'iront pas à l'école ce vendredi ! Simplement marquer sur le carnet : "mon fils/fille n'est pas venue à l'école pour participer à la campagne pour l'interdiction de la théorie du genre dans les établissements scolaires". Plus d'info sur : <http://jre2014.fr>. Diffusez ! Et pensez à la phrase de L.Rossignol sénatrice PS : "les enfants n'appartiennent pas à leurs parents mais à l'Etat.... »

Aujourd'hui, dans certaines écoles, plusieurs élèves sont absents dans plusieurs classes. Certains parents ont d'ores et déjà indiqué qu'ils avaient retiré leurs enfants de l'école dans le cadre de ces journées de "retrait de l'école" prônées par des organisations extrémistes.

Cette offensive vise à faire pression sur le Ministère de l'Éducation nationale afin qu'il retire, des futurs programmes, l'enseignement de la « théorie du genre », ou stoppe l'expérimentation « ABCD de l'égalité ».

Dès hier soir, le SNUipp-FSU est immédiatement intervenu auprès du Ministère afin que soit rappelée la place (déjà ancienne) de ces apprentissages dans les programmes, et que ces questions cessent de troubler l'indispensable sérénité dont ont besoin enseignants, élèves et parents au sein de l'école. Nous demandons au ministère que tout soit mis en œuvre pour que les services de l'État recherchent la manière dont les auteurs de ces campagnes ont pu se procurer les adresses ou les numéros de téléphone.

En réponse, le ministère a décidé de lancer une alerte auprès des Recteurs et des DASEN, avec pour mission notamment, de transmettre aux écoles des outils d'informations à distribuer aux familles. De plus, il nous assure qu'il lance une enquête sur les adresses et numéros de téléphone utilisés.

Nous tenons toutefois à vous alerter directement, et attendons également une réponse de votre part qui sera faite en direction des écoles mais également des familles. Il y a urgence, au-delà de la journée du 24 janvier ; ces messages "ciblés" pourraient avoir une portée désastreuse pour l'École de la République.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Académique, en mon sincère et profond dévouement au Service Public d'Education.

Pour le SNUipp-FSU 73

la secrétaire départementale,

Sarah Hamoudi-Wilkowsky

